

Les Verts roulent pour la BCE

Fabien Maury

Le « contrat des Verts pour l'Europe » est un plaidoyer pour l'Europe fédérale. Ils appellent la mise en place rapide du projet de Constitution giscardien. Certes ils proposent de l'amender afin d'en « modifier le Titre III » sur les politiques de l'Union européenne (UE) dans le sens des principes du Titre I et de la Charte des droits fondamentaux. Mais, c'est tenter de dissimuler que cette constitution entend graver dans le marbre la domination des marchés sur tous les aspects de la vie et de l'avenir des salariés et des citoyens. Et, c'est bien dans le Titre I que figure la constitutionnalisation de la BCE telle qu'elle existe. Or, elle tend à sécuriser les hauts rendements exigés par les placements financiers et à encourager la guerre économique. Cela fait proliférer l'insécurité sociale et reculer les droits sociaux. Il ne faut pas s'étonner dès lors du silence des Verts sur la BCE et sur le Pacte de stabilité.

Les Verts proposent d'agir dans le sens des « objectifs de Lisbonne » et de faire « campagne pour des objectifs et des indicateurs communs (...) de politique sociale » ou encore de respecter des « principaux objectifs définis dans les lignes directrices pour l'emploi ». C'est tout à fait cohérent avec leur option fédéralo-libérale. La stratégie de Lisbonne, ratifiée par J. Chirac et L. Jospin, prétend faire de l'Europe la championne de l'économie de la connaissance sur la base du plein-emploi. Or, c'est un échec reconnu par la Commission européenne. Elle signifie le maintien du chômage pour réguler un marché du travail européen et mettre en concurrence les salariés. Cela marcherait de paire avec l'emballement de la précarité, le nivellement par le bas des droits sociaux et une convergence à la baisse des taux de salaires. Plutôt que de reconduire ce qui a échoué, il faudrait, au contraire, viser une toute autre ambi-

tion avec la construction d'un système de sécurité commune d'emploi ou de formation à l'échelle de l'UE avec des objectifs chiffrés contraignants de réduction du chômage, de la précarité, les moyens financiers et réels pour cela.

Les Verts prétendent vouloir un « contrôle accru des marchés financiers internationaux » à l'aide de la taxe Tobin, et ils avancent l'idée d'un « fonds boursier » de « capital social pour le développement durable ». Une taxation de type Tobin serait utile, mais très insuffisante. J. Tobin lui-même déclarait que le principal mérite de sa taxe est de permettre la sauvegarde du pouvoir d'orientation de la politique monétaire et du crédit bancaire pour l'emploi, la formation, la croissance réelle au lieu de les laisser dominer par la finance. Les Verts refusent de mettre en cause l'indépendance et l'orientation de la BCE jusqu'à l'écarter des institutions financières qu'ils proposent de démocratiser. Dans ces conditions, même un simple contrôle des marchés financiers devient chimérique, encore plus quand ils proposent d'orienter plus d'argent vers ceux-ci avec un fonds boursier fut-il « social pour le développement durable ».

Enfin, les Verts affirment vouloir « protéger le service public » mais selon eux seul « l'eau, l'éducation et la santé (...) ne devraient pas être soumis aux lois du marché ». Étrangement, ils écartent de ce court inventaire l'énergie, la culture, les télécommunications ou encore les transports ferroviaires. Ils évitent soigneusement d'envisager que l'exigence de services publics de qualité accessibles à tous requiert l'existence d'entreprises publiques gérées dans un but d'efficacité sociale. ■

La Droite et l'Europe

Paul Fromont

La Droite doit faire passer en force un projet qui bouscule la société et les hommes.

Ce projet politique se décline à tous les niveaux – du local au mondial, du national à l'europpéen. La dimension européenne est essentielle pour faire avancer « une vision et un projet politiques » dont Alain Juppé disait au Congrès fondateur de l'UMP qu'il s'agissait « de réconcilier le pouvoir et les citoyens, l'esprit d'entreprise et le partage, l'idée nationale et l'idée européenne ».

En créant l'UMP, J. Chirac et A. Juppé ont voulu mettre en ordre de marche une nouvelle droite française, maison commune de tous les courants à l'image des grandes forces européennes organisées pour le bipartisme. Une telle structure devait assurer la pérennité d'un pouvoir qui réponde directement aux injonctions des grands groupes, des

marchés financiers et du MEDEF et qui permette une alternance fondée sur un consensus entre néo-libéralisme et social-libéralisme excluant les forces progressistes de résistance et de transformation sociale dont les dernières élections viennent d'indiquer la persistance et la vigueur.

Au niveau de la droite - notamment de son positionnement à l'égard de l'Europe - cela marque plus qu'une inflexion. C'est l'abandon de la tradition gaulliste. La charte fondatrice de l'UMP dit clairement: "la nation n'est pas pour nous un concept figé ... L'Europe est notre horizon". Cette inflexion était antérieure à la naissance de l'UMP, mais cette création marque une étape importante : la droite doit pousser rapidement le libéralisme dans toutes ses dimensions pour faire face à la crise de fonctionnement du capital et la dimension européenne est essentielle pour cela.

POLITIQUE DE LA DROITE EN FRANCE ET CONSTRUCTION LIBÉRALE DE L'EUROPE S'EMBOIENT PARFAITEMENT

L'ampleur et les difficultés de la marche forcée pour une refonte totale de l'économie, de la société, des institutions, de l'idéologie, exigent que les grands axes de la politique de la Droite et les orientations de la construction libérale de l'Europe s'emboîtent parfaitement.

Cette identité d'objectifs, ce mouvement de va et vient peut être mesuré à la fois sur les axes essentiels de l'actuelle construction européenne et sur ceux des « réformes » de Jean-Pierre Raffarin. La Droite française, comme le MEDEF, trouvent dans les orientations européennes des justifications et des éléments pour aller le plus loin possible dans le sens de la déréglementation et des privatisations. L'Europe libérale veut une mutation radicale des modes et des critères de gestion des services publics. L'Europe libérale voudrait livrer au secteur marchand des sphères d'activités essentielles qui devraient être un bien commun de l'humanité ; les transports, les énergies, les déchets, l'eau, la culture, l'éducation... Raffarin et les siens poussent les feux dans ce sens. Le troisième conseil des ministres franco-allemand qui vient de se tenir à Paris a montré les convergences profondes entre Chirac et Schroeder sur les objectifs principaux. Les deux dirigeants les ont réaffirmées ; J. P. Raffarin et N. Sarkozy doivent se rendre à Berlin d'ici la fin du mois pour créer le « cadre politique permettant le développement des champions industriels dont l'Europe a besoin ». La longue interview de G. Schroeder au *Monde* du 14 mai 2004 confirme les objectifs dans tous les domaines de la politique européenne.



Donner une claque à la Droite et à l'Europe libérale

DIFFICULTÉS SUR FOND DE CRISE DE LA CONSTRUCTION EUROPÉENNE

Il n'y a donc aucun risque que la Droite porte atteinte à la politique européenne telle qu'elle se fait aujourd'hui. Certes, il y a les difficultés de la mise en œuvre des objectifs communs, par exemple à propos des « réprimandes » de la Commission de Bruxelles sur les déficits budgétaires ou à propos des futures évolutions institutionnelles de l'Europe.

La convergence entre l'Europe et la politique de la Droite n'est pas une voie royale d'autant qu'une crise profonde traverse une construction imposée aux peuples d'Europe par en haut et qu'un rejet de grande ampleur vient de s'exprimer à l'égard de la politique de J.P. Raffarin. Tant au niveau de la France que de l'Europe, la Droite butte sur des limites, des obstacles, des résistances. La montée des mouvements sociaux, des recherches alternatives, expriment des exigences profondes et prennent des dimensions européennes. De plus, les forces de Droite dominantes doivent tenir compte, dans leur propre électorat, d'un courant souverainiste, d'un intégrisme libéral qui exige d'aller encore plus vite et encore plus loin et de la persistance d'un courant qui cherche une voie au « centre ».

L'ensemble de toutes ces données explique que lors de sa récente conférence de presse, Jacques Chirac se soit montré « sur la défensive » pour définir sa « vision de l'Europe d'aujourd'hui et de demain » ; il ne peut répondre aux inquiétudes de plus en plus fortes des français - notamment quant aux acquis sociaux et au rôle potentiel de l'Europe pour la paix et les équilibres mondiaux - puisqu'il confirme son engagement dans la construction d'une Europe « Puissance » inscrite dans la logique du Pacte de stabilité.

DE NOUVELLES FORMES DE « GOUVERNANCE »

L'ensemble des basculements que nécessite « la révolution libérale » exige en effet la recherche d'un véritable changement de régime dans la manière de gouverner, de gérer les relations humaines, d'assurer la continuité de la domination d'un système en crise et la pérennité d'un système financier mondialisé. Un mot traverse la pensée de la Droite en France comme en Europe, c'est le concept de la « Gouvernance ». La nouvelle « gouvernance », c'est le cœur des projets politiques de Jean-Pierre Raffarin. C'est l'un des axes de la pensée libérale européenne.

Il y a une totale similitude de démarche entre le projet de

Constitution européenne, le livre blanc sur la « Gouvernance » européenne et l'acte II de la Décentralisation de Jean-Pierre Raffarin. Les uns comme les autres veulent redistribuer en profondeur les pouvoirs économiques, sociaux, politiques, réduisant les pouvoirs des institutions politiques élues ou les noyant dans les instances dominées par les experts, les « décideurs », ceux qui ont pouvoir et richesse. La « Gouvernance européenne » est la bonne application des règles de la BCE

et du FMI. L'optique de la refondation sociale du MEDEF rejoint la codification sociale européenne. Redéfinissant en profondeur le mode d'intervention et les missions de l'Etat, les projets de décentralisation de Raffarin visent à parachever son adaptation à une économie globalisée, *financiarisée* que le MEDEF et Bruxelles appellent de leurs vœux. La décentralisation, c'est la déclinaison nationale du projet d'une Europe libérale des Régions soumises corps et biens aux lois du marché, cela conduit à une République éclatée, une citoyenneté étriquée dans les Territoires, à des Régions européennes mises en concurrence dans une recherche permanente d'adaptation à la valorisation des capitaux dans une pratique de régulation à l'intérieur de contraintes externes et de ressources internes que l'on gère en vue de la paix sociale.

C'est pourquoi, « donner une claque » à la Droite et à l'Europe Libérale c'est bien le même mouvement et il est possible de le faire par le vote en faveur des listes de rassemblement initiées ou soutenues par le P.C.F. Face à la Droite française et européenne, c'est le refus du « trop plein » de capitalisme qui permettra de construire une autre Europe et une Gauche combattive, populaire et citoyenne, en France. ■